

Arrêté n° DCPAT 2026-0048 du 20 FEV. 2026

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SARREL
38 rue du Docteur Paul Chevalier – 72260 Marolles-les-Braults
Levée de mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0023 du 24 février 2025 mettant en demeure la société SARREL, exploitant des installations sises 38 rue du Docteur Paul Chevalier – 72260 Marolles-les-Braults, de respecter « en tous points pour les ateliers des chaînes de traitement de surface n° 2 et n° 9, les dispositions suivantes des articles 10-II et 10-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé, qui dispose :

« II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

[..]

- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. »

« IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives,

accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Les ateliers des chaînes de traitement de surface n° 2 et n° 9 sont ainsi notamment équipés :

- d'un dispositif de détection automatique d'incendie actionnant une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site ;

Ce dispositif de détection incendie des ateliers comprend au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration qui actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

L'exploitant démontre la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection susvisés. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 janvier 2026 suite à sa visite d'inspection du 16 décembre 2025 sur le site de la société SARREL situé à Marolles-les-Braults ;

Considérant que dans son rapport d'inspection du 21 janvier 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a indiqué que :

« Opérations d'entretien :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle annuel du système de détection incendie en date du 26/05/2025 (changement de filtre et calibrage) et du 06/11/2025.

Ainsi, l'exploitant a bien réalisé un contrôle annuel du système de détection incendie de ses ateliers de traitement de surfaces.

Pertinence du dimensionnement retenu :

L'exploitant a transmis le 22/07/2025 un rapport du constructeur détaillant la conformité du système de détection incendie, en date du 13/03/2025.

Le rapport indique que :

- la détection incendie est bien dimensionnée pour les chaînes de traitement n°2 et n°9,
- le système de détection peut être utilisé dans des conditions environnementales difficiles,
- comme indiqué dans la notice de détection, le refoulement de l'air prélevé par le système est bien rejeté dans le milieu de prélèvement,
- un tube avec un coude de 90 °C a été ajouté sur le système de rejet d'air afin de limiter la corrosion du bardage,
- une maintenance sur le système est effectuée tous les 6 mois sur l'ensemble des chaînes avec un remplacement des filtres tous les ans et un relevé des courbes.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater l'ajout du tube coudé en sortie du rejet d'air.

Alarmage du système :

Les travaux de raccordement entre le système de détection incendie et le système d'alarme ont été réalisés la semaine du 20/12/2025, lors de la phase d'arrêt du site.

Par courriel du 09/01/2026, l'exploitant a transmis un bon de travail de cette intervention. Ce document détaille la réalisation des actions suivantes :

- le 24/12/25 : Test bon fonctionnement des sirènes en cas d'élévation de température gaine de ventilation de la chaîne n°9 : conforme,
- le 24/12/25 : Test bon fonctionnement déclenchement détection incendie chaîne n°9 : conforme,
- le 24/12/25 : Câblage des sirènes sur le système de détection de la chaîne n°2 et essai de fonctionnement : conforme,
- le 31/12/25 : Câblage des sirènes sur les sondes de températures des gaines d'aspiration de la chaîne n°2 et essai de fonctionnement : conforme. » ;

Considérant que lors de sa visite du 16 décembre 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant s'était placé en conformité par rapport aux prescriptions de la mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0023 du 24 février 2025 susvisé ;

Considérant que les prescriptions imposées par l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 susvisé n'ont plus lieu d'être ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

A R R Ê T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0023 du 24 février 2025 mettant en demeure la société SARREL, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 : La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mamers, le Maire de Marolles-les-Braults, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire et l'Inspecteur de l'environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Sarthe

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Christine TORRES

